



Les Patriarches et Chefs des Églises chrétiennes de Terre Sainte | 31.12.2006

Le Statut de Jérusalem

Le 29 septembre 2006, après plusieurs semaines de conflit entre l'armée israélienne et les forces du Hezbollah dans le sud du Liban, 13 Patriarches et Chefs des Églises chrétiennes de Terre Sainte ont présenté une déclaration commune sur le statut de Jérusalem. Après avoir rappelé que Jérusalem est une ville sainte pour les juifs, les chrétiens et les musulmans, mais aussi le lieu où se déroule la vie quotidienne de nombreux Palestiniens et Israéliens, la déclaration appelle à un statut spécial pour la cité. Ce statut de « ville ouverte » garantirait le libre accès à tous, en tout temps, tout en maintenant unis entre eux les divers lieux Saints chrétiens de la ville, partout où ils sont. Nous reproduisons ici cet appel à faire de Jérusalem « le signe de la présence de Dieu et de sa paix parmi tous les peuples ».

(source : www.lpj.org/newsite2006/news/2006/10/status-jerusalem-fr.html)

Une fois encore, nous avons connu une nouvelle période de violence mortelle dans la guerre au Sud Liban. Et, jusqu'aujourd'hui, nous ne cessons d'être affrontés à la mort et à la démolition à Gaza, et à plus d'insécurité dans la société israélienne. C'est pourquoi nous disons qu'il est grand temps de commencer un effort sérieux, par toutes les parties, pour une paix totale, juste et définitive. De plus, nous croyons que la paix doit commencer dans la cité sainte de Jérusalem.

C'est pourquoi nous présentons la déclaration suivante espérant qu'elle apportera une modeste contribution à la naissance de la paix dans notre terre.

En 1994, nous, Patriarches et Chefs des Eglises chrétiennes locales à Jérusalem, nous avons publié un mémorandum sur la « *Signification de Jérusalem pour les Chrétiens* » qui insistait sur le caractère chrétien de Jérusalem et sur l'importance de la présence chrétienne en elle. Le mémorandum parlait aussi du statut politique spécial qui doit s'accorder avec sa nature de ville sainte. Depuis ce temps-là, nous avons vu une tendance croissante chez les autorités politiques à décider du sort de la ville et à définir son statut de façon unilatérale. L'accès de nos fidèles à Jérusalem, de même que celui du personnel religieux, reste toujours difficile. Avec la construction du mur, une grande partie de nos fidèles de Jérusalem se trouve exclue de la ville sainte, et, selon les plans publiés par la presse locale, un nombre plus grand encore en sera exclu dans l'avenir. Entourée de murs, Jérusalem n'est plus le centre et le cœur de la vie comme elle devrait l'être.

Nous voyons qu'il est de notre devoir d'attirer l'attention des Autorités locales, comme de la communauté internationale et des Eglises du monde, sur cette situation très grave et d'appeler à un effort concerté afin de chercher à trouver une vision commune pour le statut de la ville sainte, basée sur les résolutions internationales et prenant en considération les droits des deux peuples et des trois religions en elle.

Dans cette cité, dans laquelle Dieu voulut parler à l'humanité et réconcilier les peuples avec lui-

même et entre eux, nous élevons notre voix pour dire que les chemins suivis jusqu'à maintenant n'ont pas porté la paix à la ville et n'ont pas ramené la vie normale à ses habitants. C'est pourquoi, ils doivent être changés. Les chefs politiques doivent arriver à une nouvelle vision et trouver de nouveaux moyens d'action.

Dans le plan même de Dieu, trois religions et deux peuples furent amenés à vivre ensemble dans cette ville. Nous estimons qu'ils doivent continuer à vivre ensemble dans l'harmonie, le respect, la coopération et l'acceptation mutuelle.

1. Jérusalem, ville sainte et ville de la vie quotidienne pour deux peuples et trois religions.

Jérusalem, patrimoine de l'humanité et ville sainte, est aussi la ville de la vie quotidienne pour ses habitants, Palestiniens et Israéliens, Juifs, Chrétiens et Musulmans, et pour tous ceux qui sont liés à eux par des liens de parenté et pour qui elle est le lieu de la prière, de l'école, de l'hôpital ou du gagne-pain de chaque jour. Non seulement les souvenirs historiques et les lieux saints de pèlerinage, mais aussi les communautés vivantes des croyants, juifs, chrétiens et musulmans, rendent la ville de Jérusalem chère et unique pour chacune des trois grandes religions monothéistes. Lieux saints et communautés humaines vivantes sont inséparables.

De plus, le caractère sacré de la ville sainte et les besoins de ses habitants y ont attiré et y attirent aujourd'hui encore de nombreuses institutions religieuses. Celles-ci furent reconnues et acquièrent des gouvernements successifs, au long des siècles, des droits qui leur permirent de s'acquitter de leurs obligations à l'égard de la ville sainte et de ses habitants. En conséquence, les droits fondamentaux des personnes et des communautés doivent y être respectés : pour les personnes, les droits fondamentaux qui leur permettent d'exercer leurs devoirs religieux, politiques et sociaux, et de répondre à leurs besoins éducatifs, culturels et médicaux ; et pour les communautés, le droit de posséder, de gérer librement les oeuvres nécessaires pour leur ministère et leur développement humain intégral - églises, monastères, écoles, hôpitaux, œuvres sociales, instituts pour études théologiques et bibliques, services d'accueil des pèlerins, etc. - Cela inclut aussi le droit d'importer le personnel et de disposer des moyens nécessaires pour le bon fonctionnement de ces institutions.

2. Exigences pour une solution juste et durable à la question de Jérusalem

L'avenir de la ville doit se décider d'un commun accord, par la collaboration et la consultation, et ne doit pas être imposé par la puissance ou la force. Les décisions unilatérales ou une solution imposée continueront à mettre en danger la paix et la sécurité.

Diverses solutions sont possibles. La ville de Jérusalem pourrait rester unifiée, avec une souveraineté partagée, exercée à égalité par les Israéliens et les Palestiniens. Elle pourrait être aussi divisée, si tel était le désir de ses deux peuples, avec deux souverainetés distinctes, afin d'arriver à une véritable unité des cœurs dans les deux parties de la ville. Le mur qui a déchiré la ville en plus d'un point et qui a exclu un grand nombre de ses habitants devrait faire place à une éducation à la confiance et à l'acceptation mutuelle.

Face à l'incapacité des parties impliquées à trouver, jusqu'aujourd'hui, une solution juste et durable, l'aide de la communauté internationale est nécessaire. Dans l'avenir aussi, cette aide devrait continuer sous la forme de garanties qui assurent la stabilité des accords auxquels les deux parties seront arrivées.

Nous recommandons de créer aussitôt que possible un comité ad hoc afin de réfléchir sur l'avenir de la ville. A ce comité les Églises locales doivent pouvoir participer.

3. Statut spécial - Ville ouverte

Jérusalem, ville sainte, patrimoine de l'humanité, et ville de deux peuples et de trois religions, a un caractère unique qui la distingue de toutes les villes du monde et qui dépasse toute souveraineté politique locale. « Jérusalem est trop précieuse pour dépendre exclusivement d'autorités politiques

nationales ou municipales »(cf. mémorandum 1994). Ses deux peuples sont les gardiens de sa sainteté et portent la double responsabilité d'y organiser leur vie et d'y accueillir tous les « pèlerins » du monde. La collaboration internationale requise n'est pas supposée remplacer le rôle et la souveraineté de ses deux peuples. Elle est plutôt requise afin d'aider ses deux peuples à arriver à la définition et à la stabilité du statut spécial de la ville. C'est pourquoi, au plan concret, politique, économique et social, ses deux peuples doivent donner à Jérusalem un **statut spécial** qui corresponde à son double caractère, d'un côté, de ville sainte et universelle et, de l'autre, de ville ordinaire et locale où se déroule leur vie quotidienne. Une fois ce statut trouvé et défini, la communauté internationale est appelée à le confirmer par des garanties internationales qui assureront la paix stable et le respect pour tous.

Les composantes de ce **statut spécial** sont les suivantes :

1. Le droit humain de liberté de culte et de conscience pour tous, individus et communautés religieuses (cf. mémorandum 1994.)
2. L'égalité devant les lois, de tous ses habitants en conformité avec les résolutions internationales.
3. Le libre accès à Jérusalem, pour tous, citoyens, résidents ou pèlerins, en tout temps, de guerre ou de paix. C'est pourquoi Jérusalem doit être une ville ouverte.
4. « Les droits de propriété, de garde et de culte que les différentes Églises ont acquis à travers l'histoire doivent continuer à être détenus par les mêmes communautés. Ces droits, déjà protégés par le Statu Quo des Lieux Saints selon les 'firmans' et les autres documents historiques, doivent continuer à être reconnus et respectés » (cf. mémorandum 1994).
5. Quelle que soit la solution envisagée, les divers Lieux Saints chrétiens de la ville, partout où ils sont, doivent rester géographiquement unis entre eux.

Conclusion

Pour les Juifs, les Chrétiens et les Musulmans, Jérusalem est un haut-lieu de la Révélation et de la rencontre de Dieu avec les hommes. C'est pourquoi, nous ne pouvons rester indifférents à son sort et nous ne pouvons garder le silence face à ses souffrances présentes : « Pour la cause de Jérusalem, je ne me tiendrai pas tranquille, jusqu'à ce que ressorte, comme une clarté, sa justice, et son salut, comme un flambeau qui brûle » (Is 62,1).

Nous lançons un appel solennel à tous les chefs religieux dans cette Terre Sainte à la collaboration afin d'arriver à une vision commune de la ville qui puisse unifier les cœurs de tous les croyants. Nous appelons nos autorités politiques à rechercher de commun accord et en collaboration avec les autorités religieuses une solution qui réponde au caractère sacré de la ville.

Nous espérons que notre appel puisse être entendu et que les chefs politiques puissent respecter la nature de cette ville sainte et se montrer capables enfin d'arriver à un accord définitif qui fasse de Jérusalem vraiment le signe de la présence de Dieu et de sa paix parmi tous les peuples.

- Patriarche Theophilos III, Patriarcat Grec Orthodoxe.
- Patriarche Michel Sabbah, Patriarcat Latin
- Patriarche Torkom II, Patriarcat Arménien Apostolique Orthodoxe
P. Pier Battista Pizzaballa, ofm, Custode de Terre Sainte
- Anba Abraham, Patriarcat Copte Orthodoxe
- Swerios Malki Mourad, Patriarcat Syrien Orthodoxe
- Abune Grima, Patriarcat Ethiopien Orthodoxe
- Paul Nabil Sayah, Exarchat Patriarcal Maronite
- Riah Abu Al-Assal, Eglise Episcopaliennne à Jérusalem et au Moyen Orient
- Mounib Younan, Eglise Luthérienne Evangélique en Jordanie et en Terre Sainte
- Pierre Malki, Exarchat Patriarcal Syrien Catholique

- George Bakar, Exarchat Patriarcal Grec Melkite Catholique
P. Raphael Minassian, Exarchat Patriarcal Arménien Catholique.

Jérusalem, 29 Septembre 2006
